

FERMETURE DES TRÉSORERIES : ÉLUS, CITOYENS, AGENTS DISENT NON

Lundi 1er juin, à l'occasion de la venue du sous-directeur chargé des ressources humaines, élus, citoyens et agents de la DGFIP s'étaient rassemblés devant la trésorerie de St Gély pour s'opposer à sa fermeture. Tous étaient mobilisés contre cette décision absurde, qui méconnaît totalement les réalités locales de ce territoire. Face aux arguments favorables au maintien de la trésorerie et à la bonne gestion des services publics avancés par les nombreux élus présents sur place, la direction n'a pu répondre que « réorganisation », « souplesse de gestion des personnels » et « réduction des coûts ». Il est intolérable que notre direction, à l'instar des pouvoirs publics en général, ne valorisent pas l'apport du secteur public, y compris à travers ses structures les plus modestes, sans cesse présentées aux yeux de l'opinion comme une charge et non une chance... Autant dire que les manifestants sont restés sur leur faim !



Pire encore, la direction a dévoilé son plan pour les 3-5 ans à venir : Ne subsisteraient que les trésoreries de Souillac, Bretenoux (ou St Céré), Gramat, Figeac, Castelnau, Cahors, Puy l'Evêque et Gourdon. Exit donc les trésoreries de Luzech, Martel et Latronquière, dont le sort était déjà plus ou moins connu, mais aussi celles de Lalbenque, Cazals, Labastide Murat, Lacapelle Marival et soit Bretenoux soit St Céré.

Cette vague de restructurations sans précédent va impacter fortement tous les collègues : ceux qui vont perdre leur poste, mais aussi ceux des SIP et des trésoreries survivantes qui vont devoir absorber les missions transférées sans recevoir les emplois correspondants.

Ceux qui perdent leur poste restent malgré tout les plus à plaindre, quand on voit la manière dont sont gérés les dossiers individuels : les agents concernés à Montcuq, St Géré et Limogne se retrouvent aujourd'hui avec plus de questions qu'avant la visite du sous-directeur chargé de leur apporter des réponses... On ne compte plus les approximations accumulées au fil des 3 rencontres, les informations contradictoires, et les questions renvoyées à la centrale.

Mais ce n'est pas grave après tout, les agents concernés sont presque tous des syndicalistes...

De là à voir un lien de cause à effet, il n'y a qu'un pas. Le choix des trésoreries de Montcuq (gérée par un élu national CGT), de St Géré (gérée par celui qui était il y a quelques mois encore secrétaire départemental de la CGT) et de Limogne (où travaille l'actuel secrétaire départemental FO) n'est certainement pas le simple fruit du hasard. On assiste clairement à un acharnement syndical que l'on ne pensait voir qu'au Medef...

Les suppressions annoncées pour les années à venir



Pourtant dans ce département, la CGT a toujours œuvré pour la défense de tous les agents et dans le sens d'une administration toujours plus juste et efficace. Depuis longtemps, nous revendiquons l'ouverture de Maisons des Services Publics dans les zones rurales. Cette solution alternative aux fermetures brutales des implantations des services publics permettrait au contraire de pérenniser de nombreuses structures tout en limitant les coûts grâce à la mutualisation des charges. Notre proposition prend actuellement tout son sens dans le cadre naissant des communes nouvelles, qui vont regrouper en un même lieu des services administratifs plus étoffés. Les agents des finances y auraient toute leur place...



Notre projet de Maison des Services Publics contrairement à celui envisagé par l'administration ne consiste pas à fusionner toutes les administrations ou à démanteler les services départementaux, mais à organiser la présence et le maintien de l'ensemble des administrations et services financiers en un même lieu, au plus près de l'usager.

Pour la CGT il est primordial de garantir un égal accès des citoyens aux services publics sur l'ensemble du territoire en contribuant ainsi à la cohésion sociale et à

l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales.

Ce principe d'égalité exige de sortir de la spirale infernale et obsessionnelle de réduction des dépenses publiques dans laquelle, guidée par l'idéologie libérale, s'enferment les politiques publiques depuis plusieurs décennies. Les ressources existent pour permettre à l'Etat de répondre aux besoins collectifs et sociaux des populations. Encore faut-il vouloir le faire !

La CGT finances publiques du Lot ne s'inclinera pas. Ce lundi c'est également le message qu'ont voulu faire passer élus et usagers à notre direction. Ce n'est qu'un premier rendez-vous ont-ils conclu.



Dans ce combat qui commence nous invitons tous nos collègues à rentrer en résistance, en commençant par signer la pétition ci-jointe, avant de nous rejoindre sur les diverses actions qui vont se mettre en place en partenariat avec les élus et les citoyens concernés par cette atteinte au service public.

Section du Lot du Syndicat National des Finances Publiques CGT

Internet : www.financespubliques.cgt.fr/46

e-mail : cgt.ddfip46@dgfip.finances.gouv.fr

PETITION CONTRE LA FERMETURE DES TRESORERIES DE MONTCUQ, ST GERY ET LIMOGNE

Après la réduction drastique de leurs heures d'ouverture au public, depuis le 2 mars 2015, les trésoreries de St Géry, Montcuq et Limogne vont être purement et simplement supprimées.

C'est un mauvais coup supplémentaire porté au service public dans le Lot, un nouvel abandon des territoires ruraux, une décision prise dans l'opacité la plus totale, sans la moindre concertation avec les élus locaux.

Les usagers, élus, personnels signataires

- 1) Dénoncent vigoureusement la diminution des heures d'ouverture des guichets dans les centres des finances publiques du Lot
- 2) Refusent la fermeture des trésoreries de St Géry, Montcuq et Limogne
- 3) Considèrent que le service public est un élément incontournable de la vie de nos territoires, que son caractère de proximité doit être préservé à tout prix, que la réception des contribuables doit constituer une mission première des services des Finances Publiques et que la décision de l'administration est totalement incompatible avec ces principes.
- 4) S'insurgent contre l'absence de tout dialogue qui a précédé cette décision unilatérale.
- 5) Demandent à la Direction Départementale des Finances Publiques du Lot de revenir sur sa décision.

Nom	Prénom	Qualité	Commune	Signature